

Hospitalisation à domicile pour désengorger les services saturés ?

Article rédigé par *Le Figaro*, le 07 avril 2021

Source [Le Figaro] L'HAD affirme pouvoir prendre en charge du jour au lendemain 2000 à 3000 patients supplémentaires.

Face à la saturation des hôpitaux, la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) incite à faire appel aux structures d'hospitalisation à domicile (HAD) pour désengorger les services. Rappelant qu'en période de tension, *«les HAD peuvent participer à fluidifier les files actives»* de patients, un document diffusé par les agences régionales de santé incite hôpitaux et médecins de ville à *«solliciter l'établissement d'HAD intervenant dans le secteur de résidence du patient»*.

Mal connue du grand public, l'HAD permet de prodiguer des soins à un malade chez lui, évitant ainsi son entrée précoce à l'hôpital ou favorisant au contraire sa sortie plus rapide. Pourtant, elle reste peu développée. *«Nous sommes trop peu sollicités pour les patients non Covid, qui pourraient sortir de l'hôpital, et libérer des lits et des personnels pour soigner des patients Covid»*, regrette l'ex-ministre de la Santé Élisabeth Hubert, présidente de la Fnehad, la fédération représentant les 290 établissements d'HAD en France. D'autant que cela éviterait de potentielles contaminations, alors que le Covid est devenu la première cause d'infection nosocomiale à l'hôpital. *«Nous pourrions aussi prendre en charge plus de patients Covid, s'ils sont stabilisés et ne justifient plus de réanimation ou de surveillance heure par heure, y compris ceux qui ont besoin d'oxygène, de corticothérapie ou d'anticoagulants»*, poursuit-elle.

Car l'HAD, présente sur tout le territoire y compris les régions les plus isolées, a un spectre large: les équipes pluriprofessionnelles sont capables d'assurer des soins techniques, allant des multiperfusions aux chimiothérapies à domicile, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Toutes les structures ont le statut d'établissement de santé, et sont certifiées par la Haute Autorité de santé. Elles doivent répondre aux mêmes obligations que les hôpitaux en matière d'accréditation, de sécurité, de qualité des soins et de lutte contre la douleur.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)